

## Processus électoral au Burundi : "Un regard froid sur les faits s'impose"

@rib News, 08/06/2010 Burundi Élections 2010 Le Processus Électoral Par Nsengiyumva Vincent Introduction Avec le retrait de l'Uprona, le marathon électoral qui venait juste de commencer est paralysé. Simplement. Le CNDD-FDD se retrouve seul sur la ligne de départ. L'opposition conteste non seulement les communales qu'elle estime largement fraudées par le pouvoir. Du côté de la CENI les surprises se multiplient. D'abord c'était un inexplicable double ajournement des élections. Puis c'était la tenue des élections caractérisées par un manque de préparation chronique (au niveau de la logistique et de la gestion). Avec raison, l'opposition n'a pas cru à un simple problème organisationnel. Ensuite, au lieu de saisir le retrait de la course de tous les partis politiques avec discernement et aborder la situation avec sagesse et impartialité comme il se devait dans de telles conditions, c'est le président de cette commission en personne qui minimisera le rôle même des partis politiques autres que le CNDD-FDD dans le processus électoral en les comparant aux simples condiments d'un repas. Les propos de l'Ambassadeur Ndayicariye ont été malheureux et ont fait fuir les appuis des partis de l'opposition - et au fur et à mesure le point de vue de la CENI se calque sur celui du CNDD-FDD. Avec la Commission Electorale Nationale Indépendante jouant passivement le rôle du troisième belligérant, la situation semble sans issue. Pour le moment le processus électoral est bloqué.

Un regard froid sur les faits s'impose Pour les durs au sein du gouvernement sortant, un regard froid sur les faits s'impose. Le temps de sauver la face d'un processus électoral dans lequel le parti présidentiel serait l'unique participant organisateur est largement dépassé. En effet, devant les faits la question est plus de savoir si il y a eu des fraudes multiples (1) l'ampleur de ces dernières, car les fraudes ont bel et bien eue lieu - même au sein de la mouvance présidentielle on le dit, mais à voix basse - (2) comment résoudre cet obstacle électoral et enfin (3) comment organiser des nouvelles élections démocratiques dignes de ce nom, qui verront sans doute la participation de tout le monde. Naturellement, l'Ambassadeur Jérôme Ngendakumana ne devrait pas avoir peur car si son parti a gagné honnêtement la dernière fois, il gagnera encore. L'opposition s'est bien acquittée de son rôle Les arguments des outils médiatiques du pouvoir en place pour dissuader l'opposition d'accepter les résultats d'une élection trichée sont maladroits (précisément). Est-il assez de dire que le score du FNL est honorable pour que ce dernier accepte moutonnement de participer dans un processus électoral truqué d'avance? Contrairement à ceux qui combinent injures et menaces à la vendetta politique envers les membres de la coalition ADC-Ikibiri (Alliance des Démocrates pour le Changement), il faut saluer le courage de ces leaders qui ont refusé et refusent toujours d'établir un précédent électoral dangereux en avalisant des élections truquées. D'ordinaire, tout parti politique au pouvoir saura que la réponse de l'opposition vis-à-vis des fraudes électorales sera ferme et collective. A mon avis, c'est de cette façon qu'on peut mettre fin à la prise en compte de la démocratie - et l'opposition s'est bien acquittée de son rôle. Quoi faire alors? Avec l'expiration du mandat actuel, maintenant c'est le moment de dénouer le blocage électoral pour rattraper le temps perdu. Toute tentative de vouloir user du forcing et du jusqu'au-boutisme ne fera qu'ajouter des complications sur une situation déjà assez compliquée par le fait que sieurs Kenese, Minani Jean et Gatayeri seraient les candidats marionnettes que le pouvoir présenterait comme ses concurrents. J'espère que cette information est fautive car ce manœuvre ne résoudra pas le problème, au contraire. En plus de cela, toute tentative de passivité ne pourra que créer une complication politico institutionnel surtout si le mandat actuel expire sans aucun renouvellement de la situation. L'opposition a pris sa position, la balle est dans le camp du régime Nkurunziza. Conclusion Avec le processus électoral 2010, les enjeux au niveau national et international sont importants. Avec un peu plus d'urgence et un peu de volonté de la part de notre classe politique, les discordes qui planent autour des communales en particulier et dans l'organisation des élections en général peuvent trouver une solution adéquate et j'en suis convenu. Mais il est primordial que le problème soit bien posé pour aboutir à une solution appropriée. Le retrait de toute opposition politique du processus électoral est un message qui ne trompe pas. En plus, ce geste n'est pas la cause mais simplement la conséquence donc au lieu de perdre le temps en essayant de résoudre les conséquences, il importe de cerner le vrai problème et le résoudre. Sinon qui peut certifier des élections qui ont été incontestablement fraudées? La réponse de l'opposition sur cette question est claire. Qui continuera à participer dans le processus électoral tordu? Ici aussi, l'opposition est ferme. Ce qui est certain, aujourd'hui le processus électoral est paralysé. En attendant le renouvellement de la situation, l'espoir est tout ce qui nous reste et on le gardera. Par Nsengiyumva Vincent